

## **En politique, le dépit n'est pas chrétien**

Dans un mois, les **6 et 13 décembre**, les Français sont appelés à élire les conseils régionaux.

Les commentateurs affirment aujourd'hui que beaucoup ne se déplaceront pas pour voter, ou voteront de manière à exprimer leur dépit à l'égard des partis politiques de gouvernement.

Traditionnellement, les évêques appellent chacun à faire ce que l'on appelle son devoir civique, c'est-à-dire à voter. Et, tout aussi traditionnellement, les évêques se gardent de dire pour qui voter.

J'entends être fidèle à cette tradition.

Mais je voudrais insister sur les enjeux de l'élection à venir, et sur l'importance de bien réfléchir à son choix.

Un chrétien se doit de voter... c'est une question d'amour ! Comment prétendre être les fidèles du Christ en se désintéressant des réalités qui permettent aux hommes et aux femmes de mieux vivre, et à chacun de trouver sa place dans la société ? Comment penser que Dieu a en projet de rassembler l'humanité, et ne pas chercher à participer à ce rassemblement ? Certes, nous ne connaissons jamais le Royaume de Dieu sur terre, et qui prétend avoir les recettes de la perfection est soit un démagogue, soit un apprenti dictateur... mais il est possible de faire des progrès dans le développement économique et humain, et la libération de ce qui entrave ce développement.

Participer à la vie publique est une manière de manifester l'espérance chrétienne, et de travailler à un avenir (un peu) meilleur. C'est une preuve de confiance.

Il est évident que la confiance ne peut pas être aveugle. C'est pourquoi il convient de réfléchir avant de voter.

En Île-de-France, nous allons élire 209 conseillers. Et la première question à se poser est de savoir si nos élus sont dignes de notre confiance, s'ils travaillent pour la Région ou s'ils accumulent des mandats pour lesquels ils n'auront pas le temps d'agir, etc..

Ces 209 conseillers ne sont pas chargés de diriger la France, mais une région spécifique. Cette région génère 30% de la richesse française et en consomme 20%. Elle a donc un rôle économique très important. Le premier travail du conseil consiste à établir un schéma de développement économique favorisant l'innovation et l'internationalisation.

Dans notre Région, où le chômage demeure important, il est primordial de s'intéresser aux programmes des candidats dans ce domaine. Nous savons tous qu'un des freins à ce développement réside dans les difficultés des transports - bouchons réguliers sur les routes, trains dont la modernisation a été longtemps négligée par la S. N. C. F., difficulté de parking près des gares, mauvaise desserte des aéroports, etc...-.

On sait que la société du Grand Paris a été chargée de doubler pratiquement le métro francilien, et que cet effort ne dépend pas directement de la Région... mais dépendent de la Région les interconnexions avec le nouveau réseau.

Le cas particulier du transport met en relief un problème nouveau pour la Région : celui de son rapport avec la métropole parisienne, qui aura une certaine autorité sur 7 des 12 millions d'habitants de la Région.

Ne disons pas que cela ne nous intéresse pas : notre vie parisienne en dépend largement, surtout si nous habitons dans la région d'Orly ou de Saclay... mais nous serons aussi touchés dans le Sud si le développement ne se pense qu'au Nord.

La Région est chargée du transport, de la voirie, des lycées et collèges, de la formation professionnelle, de l'organisation du territoire (que pensent les candidats du commerce de proximité, de la répartition des médecins, du développement du tourisme... ?).

Les décisions à venir seront très importantes pour l'environnement (on ne peut pas admirer le Pape François et refuser de penser aux applications locales de sa pensée, et, en particulier, pour la transition énergétique, la qualité de l'air, la biodiversité, etc...).

Il faudrait parler encore - et peut-être surtout - du logement, de la culture, du sport...

Les élections présidentielles, législatives et municipales passent pour être les plus importantes pour la vie démocratique de notre pays. C'est en partie vrai. Mais les élections régionales deviennent le plus en plus déterminantes depuis les modifications apportées aux responsabilités des Régions : c'est assez largement dans ces conseils que se déterminent les conditions concrètes de nos vies demain. Des décisions du futur conseil dépendront très largement le respect - ou le non-respect - des plus pauvres.

Même si tout politique est toujours obligé de marcher de compromis en compromis pour tenir compte du plus grand nombre, ceci ne peut pas se traiter par le mépris.

† Mgr Michel Dubost  
Évêque d'Évry - Corbeil-Essonnes  
le 2 novembre 2015